

Les derniers jours des Temps modernes

La première Guerre mondiale et la véritable idée d'Europe

Konstantin Sakkas

Alors même que l'Allemagne n'avait pas plus de culpabilité dans le déclenchement de la guerre que les autres participants, c'était pourtant depuis le Moyen-Âge à la « question allemande », que l'avenir de l'Europe devait se décider, telle est la thèse de l'historien Konstantin Sakkas. L'Allemagne prit sur elle le fardeau de la culpabilité historique dans un aveuglement naïf et en même temps violent. En se laissant aller dans cette guerre dépourvue de sens, celle-ci en arriva d'abord aux « derniers jours de l'humanité » (Karl Kraus). Et nourrie à partir des vécus de cette guerre, se présente à présent devant les peuples l'idée d'une Europe sans États, apolitique, l'Europe des régions.

Voici bientôt cent ans éclatait la première Guerre mondiale, et avec elle prit fin, non seulement une époque, mais encore une ère. Ce qui vint après, ainsi l'écrivait Christian Comte de Krockow dans son étude très remarquée *La décision* de 1954¹, est encore nouveau, inconnu et innommé. Aujourd'hui nous regardons en arrière sur ces cent ans, comme le premier siècle légitime d'une époque nouvelle, d'une nouvelle ère.

La division canonique de l'histoire du monde en Antiquité, Moyen-Âge et Temps modernes, était alors comparativement un jeune topos. Ce n'est qu'en 1702 que l'érudit de Halle, Christoph Martin Keller (« Cellarius »), l'introduisit dans la connaissance ; auparavant on avait partagé l'histoire — pour la Terre elle-même, on admettait alors qu'elle consistât en 6000 ans — selon ce qu'on appelait les quatre grands empires : l'Assyrien, le Perse, le Grec et le Romain. Le pont qu'on jetait à partir de l'Empire romain, qui sombra en 476 ap. J.-C. par la seconde prise de Rome par Odoacre et la chute du dernier empereur Romulus, on le réalisait à partir de la figure du penser dite de la « *translatio imperii* : la remise (spirituelle) de la notion d'empire de Rome aux Francs, dont l'État, au 8^{ème} siècle, en tant que Grand Empire d'Europe, commença à s'établir de la Bretagne à l'Italie centrale et des Pyrénées à la Saxe orientale — avec l'apogée impressionnant du sacre impérial de Charlemagne, à la Noël de l'année 800.

L'idée de ne plus se trouver au Moyen-Âge, mais au contraire dans une autre époque, « nouvelle » justement, surgit il est vrai, tôt déjà dans les têtes des êtres humains. Jacob Burkhardt en data justement l'apparition, dans son ouvrage canonique *La culture de la Renaissance* en Italie, à l'aube du 14^{ème} siècle, et dans la science historique, les courants spirituel, juridique et économique qui avaient fait irruption depuis l'époque des Hohenstaufen, depuis le début du 12^{ème} siècle, depuis longtemps tel un signe annonciateur évident des Temps modernes (« Renaissance du 12^{ème} siècle » est ici, par exemple, un slogan courant). Il est vrai que le sentiment d'être des « Temps modernes », était encore vraiment jeune en 1914 — malgré cela ces Temps modernes prirent déjà fin, justement en cette année-là, comme outre le Comte de Krockow, des penseurs comme Martin Heidegger, Hannah Arendt et Hans Blumenberg devaient aussi le voir.

Pour comprendre cela, il vaut la peine de jeter un coup d'œil sur les constellations politiques qui avaient précédé l'éclatement de la guerre. La guerre eut lieu entre les cinq grandes puissances européennes. Depuis le 18^{ème} siècle, celles-ci étaient l'Angleterre, la France, la Russie, l'Autriche (depuis 1867 en union réelle au sein de la Double Monarchie austro-hongroise) et l'Empire allemand, qui avait pris naissance en 1871, quasiment à partir du royaume de Prusse ; on parlait aussi de « pentarchie européenne ». S'y étaient adjoints les États-Unis d'Amérique, en tant que concurrent silencieux sur le champ économique mondial, avec leur déclaration d'indépendance de 1776, et selon le cas, avec leur union politique définitive de 1865. Ils ne jouèrent pourtant un « véritable » [en français dans le texte, *ndt*] rôle politique qu'à partir de leur entrée en guerre, en 1917. Nous avons donc au plan de la constellation à faire d'abord, en ce début de la première Guerre mondiale, à rien d'autre qu'à une réédition de l'immémorial motif européen de la guerre fratricide. Quelques dimensions essentielles on veuille aussi lui accorder, en 1914, celles-ci étaient, pour le moins au premier plan, d'ordre économique et territorial et aussi spirituelles, d'une manière certainement indéterminée. On peut dire, que toutes les commotions depuis l'époque carolingienne, et donc depuis le temps de Charlemagne, sont à ramener au fait que ce grand empire-là — auquel on s'est efforcé et qui s'est réalisé pour un temps bref — se décomposa rien qu'en États

indépendants qui s'efforcèrent, à partir environ du premier millénaire après le Christ, à se développer par la force, d'abord politiquement, puis économiquement et plus tard aussi par leurs religions et idéologies.

Le jeu de quilles européen

Cette tendance devint particulièrement sensible à partir du commencement des Temps modernes, qui fut en même temps le début de ce qu'on a appelé l'inimitié germano-française. Elle commença avec la campagne italienne du roi Charles VIII de France en 1494, et s'acheva avec le Traité d'amitié franco-allemande, qu'on appelle le Traité de l'Élysée, le 22 janvier 1963² — une date vraiment récente, si l'on pense que la majorité de la population actuelle l'a encore vécue (il y a 50 ans). L'inimitié franco-allemande commença par la lutte pour la domination de cette partie de l'ancien empire de Charlemagne qui, après la mort de son fils Louis le pieux, en 840, prit naissance au Traité de Verdun en 843, comme la partie centrale de l'empire (appelée Lotharingie, à partir de 855, *ndt*). Elle s'étendait alors, en gros, depuis les Pays-Bas actuels — des côtes de la Mer du Nord, au travers de la Lorraine, la Bourgogne et la Provence, jusqu'au Nord de l'Italie, Milan et la Lombardie, et de là aussi, jusqu'à Rome — et cette partie centrale de l'héritage de Charlemagne, — et même en fait depuis sa conquête par les Goths au 5^{ème} siècle —, n'avait plus jamais retrouvé de tranquillité politique.

C'est exactement dans et autour de cette bande de régions du Nord au Sud — que les médiéviste railent volontiers en la qualifiant de « jeu de quilles » — qu'on dut au total se battre lors de la première Guerre mondiale. Le plan de bataille allemand, qui avait été projeté, au plus tard dès les années 1890, par le feld-maréchal Alfred comte de Schlieffen, s'orientait très exactement sur ce scénario territorial : La masse de l'armée allemande était censée comprimer l'armée française dans un puissant mouvement d'encercllement en arc, de « droite » à « gauche » et donc du Nord vers le Sud, et de « la broyer » en tenaille à la frontière suisse (D'où le slogan connu, que dut avoir prononcé Schlieffen tandis qu'il agonisait dans le délire de sa fièvre : « *Renforcez-moi donc l'aile droite !* »). L'arc du front à l'Ouest s'étendait de la Belgique, dont la neutralité, garantie par le droit international, fut violée d'une manière funeste par le gouvernement de l'empire (ce qui fit entrer l'Angleterre en lice, laquelle autrement serait restée très vraisemblablement neutre ; mais elle avait garanti la Belgique, réfrénant ainsi des désirs insensés d'annexion allemande), au travers des Flandres, les Vosges, la Champagne et l'ancien duché de Bourgogne (ainsi s'était appelé autrefois l'ensemble de l'empire franc médian entre l'Ouest et l'Est) jusque vers Pontarlier et la frontière suisse. En 1915, la triple alliance se décomposa — c'était une construction boiteuse d'alliance remontant aux années 1880 entre l'Empire fédéral d'Allemagne, fidèle aux « Nibelungen » et l'Autriche d'une part, et le jeune royaume d'Italie, d'autre part — et un nouveau front s'ouvrit donc directement au travers des Alpes, cette fois entre l'Autriche et l'Italie, que les Habsbourg n'avaient pas oublié depuis longtemps, puisque leur second- et tertio-génitures, leurs vices-rois et gouverneurs militaires, en dominaient autrefois les deux-tiers du pays. La guerre s'étendit donc passablement exactement sur la bande de ces régions, depuis les côtes flamandes de la Mer du Nord en haut, jusqu'en Lombardie en bas et les côtes de l'Adriatique, pour la possession desquelles on avait combattu de haute lutte, non seulement le petit-fils de Charlemagne au 9^{ème} siècle ; mais encore, au tout début des Temps modernes, d'abord ce qu'on a appelé les Guerres d'Italie (1494-1558), puis les « guerres de rapine » de Louis XIV et la Guerre de succession d'Espagne (1701-1714), jusqu'aux guerres de coalition, comme on les a appelées, entre la France révolutionnaire et les vieilles monarchies européennes coalisées (1792-1814). Considérées au plan purement territorial et au plan purement européen, c'était donc en définitive l'héritage de Charlemagne, pour lequel combattirent les cinq grandes puissances européennes de 1914 à 1919.

L'homme malade sur le Bosphore

Considéré autrement, il s'agissait à vrai dire de vraiment beaucoup plus. En 1814, au moment où Napoléon, à la bataille d'Arcis-sur-Aube, fut battu par le duc autrichien Schwarzenberg et hissa le drapeau blanc, quelques semaines plus tard à Paris [à Fontainebleau, plus précisément, *ndt*], l'Europe se trouvait encore structurellement profondément enfoncée dans le Moyen-Âge. Il n'y avait pas d'électricité, ni de mobilité sur rail, ni d'aviation. Par contre, en 1914, l'Europe se trouve

pleinement dans le modernisme. Dans aucun siècle précédent le 19^{ème}, il n'y eut autant d'inventions et découvertes ouvrant autant de perspectives. Quantitativement, celles des 20^{ème} et 21^{ème} sont largement supérieures, mais qualitativement, dans le laps de temps entre 1814 et 1914 elles sont bien plus nombreuses et importantes qu'entre 1914 et 1963, ou bien entre 1963 et 2013. Les technologies de l'information et les structures de la redistribution du bien-être se sont en partie radicalement modifiées ; mais au plan de la mentalité, l'Europe se trouva à partir de 1945 à « l'heure zéro », dans une telle sorte de choc de stupéfaction, un sentiment de ne-plus-être-de-droit, de dépolitisation, qu'ensuite, en 1992, alors que la Guerre froide faisait désormais partie de l'histoire, Francis Fukuyama dut mettre à l'ordre du jour son fameux slogan de « la Fin de l'histoire ». ³

Winston Churchill considérait, comme on le sait, l'époque qui va de 1914 à 1945, comme une seconde Guerre européenne de trente ans, lors de laquelle tout fut tourneboulé. Cette guerre de trente ans eut deux conséquences immédiates : premièrement, elle fit entrer les USA en lice, lesquels, sous peu, tant au point de vue économique que militaire, se démasquèrent vis-à-vis de l'Europe comme nettement supérieurs. Et deuxièmement, elle alla chercher l'Orient, et avec elle l'Islam, sur la scène du théâtre politique mondial. Depuis l'époque des Croisades, l'Empire turc qui devait plus tard porter le nom de son fondateur dynastique, Ottoman, s'était clandestinement préparé comme une puissance dans un ordre secret, certes selon les apparences, dirigée contre l'Europe, mais qui veillait en vérité sans cesse au moyen d'une pression extérieure à ce que l'Europe restât ensemble. Ceci se manifesta une dernière fois par cette clause de l'acte fondateur de Vienne de la Sainte Alliance, par laquelle le Sultan à Constantinople excluait son adhésion, puisqu'en effet, il n'était pas chrétien.

La totalité du pouvoir politique au 19^{ème} siècle tourna donc autour du maintien de la Turquie, « l'homme malade sur le Bosphore. Si les Turcs s'étaient trouvés, en 1683 encore, aux portes de Vienne, et avaient alors passé pour la terreur du monde civilisé, ils se retrouvèrent alors tout d'un coup carrément sous les petits soins affectueux de la diplomatie européenne. La grande peur, qui ôtait alors le repos à tout le monde, c'était, pour préciser, qu'au Moyen-Orient, l'ancienne région géographique clef de l'Europe, les deux grands adversaires en lutte pour le « partage du monde » en vinsent à un conflit sanglant : Angleterre et Russie.

Au début du 20^{ème} siècle encore, c'était la grande peur de l'Europe cultivée qu'ont pût en venir à une « guerre mondiale » entre les deux puissances : l'Angleterre — la mère patrie du colonialisme et à l'époque dominatrice sur le quart de la surface de la Terre — et la Russie — d'apport récent au concert des puissances européennes, qui avait élaboré son rôle de puissance secrètement protectrice de la Prusse entre 1763 et 1871. Cette dernière ne surgissait plus seulement, alors, comme protectrice du mouvement de libération panslave dans une Europe de l'Est gérée par l'Autriche, mais au contraire, elle manigançait en même temps la « libération » de ses coreligionnaires orthodoxes dans les Balkans et dans le Caucase, ce qui ne revenait à rien d'autre qu'à une expansion dans le proche et le Moyen-Orient et la Perse, précisément aux frontières de l'Inde, laquelle était la colonie royale britannique, depuis 1876, avec le statut d'Empire en titre. Ici, comme sur les Océans — la marine militaire passait alors pour une partie d'avenir de la force militaire — on attendait le grand abordage entre l'Ours et la Baleine, entre la Russie et l'Angleterre.

L'autre conflit, qui semblait quant à lui comparablement insignifiant à côté de cela, dominait l'événement politique depuis 1871. Quand bien même violente, l'opposition germano-française semblait de ce fait résolue, de sorte que l'Allemagne sous la « conduite » de la Prusse et d'Otto von Bismarck, était parvenue à s'unifier et à défendre avec cela les régions sur la rive gauche du Rhin [l'Alsace-Lorraine, *ndt*]. Une seule et unique épine dans le pied : les nouvelles régions du *Reich*, que le vainqueur de 1871 s'était réservées — une région, qui certes depuis des siècles avait été allemande, mais qui était à présent française depuis Louis XVI ; dont la population pensait et se sentait majoritairement française et, aussi malgré le traitement le plus bienveillant que lui avaient réservé les autorités allemandes, songeait à peine renoncer à sa véritable identité nationale profonde. Ici reposait la cellule souche du revanchisme français depuis 1871, et la raison pour laquelle tout simplement l'Allemagne et la France n'étaient jamais entrées dans une alliance.

De l'enclume au marteau — et alors ?

Au moyen de l'unification du *Reich*, mais aussi par le potentiel économique et militaire ainsi libéré, — l'Allemagne était, autour de 1900, la seconde puissance mondiale derrière les Etats-Unis mais devant l'Angleterre — l'Allemagne était devenue l'aiguille de la balance ; elle était devenue *de facto*, comme le constata Sébastien Haffner, la plus grosse puissance de l'Europe,⁵ et — qu'on y pense un peu ! — ceci pour ainsi dire à partir du néant, sans avoir eu le parcours historique des siècles que les autres puissances disposaient derrière elles. En 1866, il y avait encore la vieille confédération allemande, une sorte de cæcum du Saint Empire romain, avec une constitution de république princière et, par moment, 39 États membres. Cinq ans plus tard, il y eut un empire allemand. Tout un chacun, sauf la France bien sûr, voulut être associé à cet empire allemand, pour mener à bien ces objectifs respectifs. Seule l'Allemagne elle-même — et c'est ce qu'avait étonnamment et sincèrement mis en place son fondateur Bismarck — n'avait plus aucun objectif de politique extérieure ; en tout cas, du point de vue territorial, elle était effectivement « rassasiée », voire « saturée ».

Des critiques de l'Allemagne, c'est-à-dire de la Prusse, reprochaient à Bismarck, le « barbare de génie » et on lui en fait encore le reproche aujourd'hui, d'avoir été un fondateur d'agitation et d'avoir détruit l'ancien équilibre européen. Le fait est que Bismarck lui-même connaissait au mieux l'instabilité de sa construction de puissance politique : la formule proverbiale de « cauchemar des coalitions » ne devait jamais le quitter jusqu'à la fin de sa vie.

Que l'ancien prince de Bismarck fut renversé en 1890, au moyen d'une intrigue de cour et avec la connaissance et la volonté du jeune empereur Guillaume II, cela est considérée aujourd'hui chez les profanes comme chez le public spécialisé, comme une grave erreur et comme la *πρώτου ψεύδοζ*, qui finalement, 24 ans plus tard, mena à l'éclatement de la guerre mondiale. Ce n'est que durant ces dix dernières années que fut prudemment corrigé le jugement de condamnation, autrefois déjà canonique, visant le dernier empereur allemand, entre autres par Christopher Clark et Eberhard Straub, après que déjà dans les années 1990, l'essayiste berlinois Nicolaus Sombart avait entrepris une avancée ingénieuse dans cette direction.

Le fait est qu'au plan de la politique fédérale, l'Allemagne se retrouva en plein dilemme en 1890. Cela ne pouvait qu'aller de travers, en effet, n'était-ce avec la Russie (comme du temps de Bismarck) ou bien avec l'Angleterre (comme cela fut sans cesse favorisée par la politique anglaise avant et après Édouard VII, qui régna de 1901 à 1910). L'Allemagne était, pour la première fois dans son histoire, pour parler dans le jargon du temps de Bismarck, « d'enclume devenue marteau » — mais elle ne sut rien entreprendre avec ce marteau. Ce n'est pas l'Angleterre, mais l'Allemagne qui choisit, avec l'arrivée au pouvoir de Guillaume II, en 1888, la *splendid isolation* [*splendide isolement, ndt*] ; elle ne pouvait pas intervenir de manière judicieuse dans les conjectures de politique mondiale de l'Angleterre et de la Russie.

Encerclement

Ainsi en vint-on, en 1907, à l'événement diplomatique que personne n'eût tenu alors pour possible : l'Angleterre et la Russie conclurent donc une alliance l'une avec l'autre, tout en étant idéologiquement aussi éloignées l'une de l'autre qu'il est pensable (l'une, une monarchie parlementaire très industrialisée ; l'autre, un état agraire autocratique, dont la révolution n'est plus qu'une question de temps). Comme toutes deux étaient séparément alliées à la France, il y eut donc la « triple Entente ». L'encerclement de l'Allemagne était achevé, ses alliés — Autriche-Hongrie, Bulgarie et l'Empire ottoman (l'Italie, neutre changea les fronts en 1915) — n'étaient pas autour d'elle des soutiens, mais au contraire une décharge stratégique militaire durable.

Lorsqu'au 28 juin 1914, le successeur au trône de la Monarchie *k.u.k.* [prononcez s.v.p. : *ka:'/unt'/ka :*] [*kaiserlich und königlich* : à savoir, qui concerne la Double Monarchie austro-hongroise, *ndt*], le Grand duc François-Ferdinand, lors d'une visite de manœuvre à Sarajevo, fut assassiné par des nationalistes serbes, il ne fallut que cinq semaines pour que l'Europe fût en guerre. La Bosnie et l'Herzégovine étaient, en 1908, placée sous le protectorat autrichien par décision internationale, en tout cas avec la

désapprobation de la Russie qui, depuis les jours de Catherine la Grande, avait toujours considéré les Balkans comme sa sphère d'hégémonie. La Russie était la puissance protectrice de la Serbie, cette dernière prit les dispositions nécessaires pour aller au devant de la population nationale autrichienne indignée, mais cela n'aida en rien : parmi les 26 points de l'ultimatum autrichien, adressé au gouvernement monarchique serbe, il s'en trouvait aussi deux, qu'aucun gouvernement au monde ne pût jamais accepter, sans discréditer son État. Le refus partiel et, avec cela, l'entrée en vigueur du *casus belli*, avait été planifié par le parti autrichien favorable à la guerre, autour du général en chef, le *Feldmarschal* Conrad von Hötzenndorf.

Comme il fallait s'y attendre, immédiatement là-dessus, la Russie s'immisça en disant qu'une intervention militaire autrichienne contre la Serbie ne pourrait être tolérée. La saillie de la Russie fit entrer en lice l'Empire allemand, lequel s'était allié à la vie et à la mort à l'Autriche et avait délivré au gouvernement autrichien les pleins pouvoirs illimités (le fameux chèque en blanc) pour une intervention contre la Serbie — car c'est seulement avec la puissante Allemagne, économiquement forte et hautement armée, sur ses arrières que l'Autriche, démodée et arriérée, pouvait principalement oser une passe d'armes. « En larmes », comme il est rapporté, l'ambassadeur allemand à Saint-petersbourg, Frédéric Comte de Pourtalès, transmis la déclaration de guerre allemande, le 1^{er} août (40 jours auparavant, la Russie — qui était alors gouvernée par la dynastie allemande Schleswig-Holstein-Gottorf — et la Prusse, étaient encore des amies proches. Étant donné qu'entre la Russie et la France était en vigueur, depuis 1894, une alliance offensive et défensive, l'Allemagne prit les devants et déclara la guerre à la France le 3 août. Car on s'était déjà placé dans ce conflit insensé et cela depuis vingt ans. Ici, l'approche de cet éclatement de la guerre devient tout à fait inconcevable. Le conflit dans les Balkans — lequel, quatre ans plus tard du reste, s'achèvera avec, comme on pouvait s'y attendre, la dislocation des deux empires du Sud de l'Europe restés multinationaux : la Double Monarchie austro-hongroise et l'Empire ottoman — s'avère une simple voie détournée, afin de laisser de nouveau renaître le conflit originel France-Allemagne. Le danger du « rouleau compresseur russe », qui fut beaucoup exorcisé (de fait l'armée russe est à peine plus moderne que celle autrichienne ; en outre, le moral au combat des recrues qui souffrent beaucoup du régime tsariste, est misérable) sera stoppé à la bataille près de Tannenberg et aux lacs Masures, par la huitième armée allemande sous les ordres du Général en chef von Hindenburg, par la suite *Reichpräsident*. Par contre, les sept armées allemandes, qui avaient espéré prendre Paris, dont elles avaient approché de 100 km suite à une avancée fébrile, restèrent bloquées en septembre sur la Marne (« miracle de la Marne »). Avec cela, la guerre à l'Ouest, pour les deux adversaires en était arrivée au point stratégique zéro, avant même qu'elle eût correctement commencée. Il en ira ainsi quatre années durant : parfois les Français enregistrent un gain de terrain minimum, parfois ce sont les Allemands. Mais on reste pat.^a

La catastrophe primordiale du 20^{ème} siècle

Toujours est-il que ce qui est décisif c'est que, depuis le 4 août, la Grande-Bretagne se trouve aussi en guerre avec l'Allemagne. Le commandement en chef des armées allemandes, pour des raisons purement stratégiques — ainsi que le prévoyait d'ailleurs le plan Schlieffen des années 1890, qui écrasait par la force la neutralité belge — a ainsi violé la condition de l'ultimatum de la Grande-Bretagne, sous laquelle elle n'eût *pas* intervenu dans la guerre à l'Ouest (ce par quoi celle-ci eût été décisive pour l'Allemagne en quelques semaines^b). Mais les cent mille soldats britanniques qui intervinrent déplacèrent naturellement l'équilibre des forces naturellement aux détriments de l'Allemagne^c.

^a Certes, mais il faut dire quand même qu'en attendant, l'ensemble du Nord de la France est désormais sous occupation allemande, pour préciser avec un soldat prussien logeant dans chaque ferme, et le pillage soigneusement organisé sur tout le territoire (p.ex. forêt de Raismes-Vicoigne-Saint Amand rasée), un territoire dont les villes principales (Lille, Valenciennes, Douai, etc.) sont rasées, alors que pas une tuile d'un toit allemand ne fût encore tombée à cette date... *ndt*.

^b Ce n'est pas ce qui est arrivé. *ndt*

^c Non sans enregistrer au passage des pertes effroyables en hommes, les pires de son histoire, au début de leur intervention dans la Somme (il suffit d'aller visiter les cimetières britanniques, c'est épouvantable !), faute, en effet, d'avoir estimé la technologie des mitrailleuses allemandes qui obligeait à un changement de stratégie radical, qu'inaugurera, 16 ans plus tard, le Capitaine De Gaulle à Montcornet. *ndt*

Tout le comportement de l'Allemagne dans cette guerre indique des traits d'auto-destruction : depuis le fait de prendre — sans restriction mais pas du tout nécessairement — fait et cause pour l'Autriche et sa politique d'expansion dévastatrice dans les Balkans, en passant par la violation de neutralité, l'ouverture de la guerre sous-marine illimitée en 1917 (ce par quoi les USA entrèrent en lice aux côtés de l'entente, jusqu'aux conditions éhontées de la paix de Brest-Litovsk, en mars 1918, par lesquelles un empire colonial est-européen était censé se créer sous la direction allemande. Un acte de brutalité, dont on interpréta la punition légitime en retour, un an plus tard à Versailles^d, entre temps aussi dans la recherche. Parmi toutes les puissances participantes, le *Reich* allemand avait la moindre raison d'être dans la guerre et parmi tous les objectifs de guerre, les siens étaient les moins honorés par la raison et la logique.

La question de la culpabilité dans la guerre a été posée depuis la guerre elle-même, et avec insistance, comme autrement dans aucune autre guerre dans l'histoire. La première Guerre mondiale éclata, la seconde fut déchaînée — sur cette formulation l'union règne depuis longtemps dans la recherche comme dans l'opinion publique et de récentes contributions au point de vue renforcé sorties de la littérature n'y ont rien changé. La « catastrophe archétype du 20^{ème} siècle », comme George F. Kennan caractérisa la guerre mondiale, dans une tournure fameuse, est dans sa genèse, aujourd'hui, comme il y a cent ans, un objet de fascination.

Il est vrai que tout dans l'histoire suit une logique interne conforme à l'être et d'un autre côté aussi au-delà du temps. Il ne s'agissait pas pourtant d'une « revendication à la puissance mondiale », comme l'historien Fritz Fischer voulut le faire accroire, dans son ouvrage éponyme très controversé de 1961 ;⁶ mais au contraire, il s'agissait de cette logique. Selon elle, l'époque européenne aurait fait son temps. Mille cinq cent ans après la chute de Rome, les puissances européennes auraient sondé le politique dans sa pratique territoriale dans toutes les directions ; en 1914, elles se heurtaient finalement à leurs limites et il n'était que logique que la population de l'Europe du centre avec la défaite de 1918, se débarrassât de ses monarques — rien qu'en Allemagne ceux-ci étaient au nombre de 20 princes régnants — ; car c'est le principe d'Abraham, selon lequel le prince est le berger de son peuple et s'il le mène assurément dans l'inconnu, c'est qu'il a perdu sa légitimité historique. Que les Allemands dussent se sentir dupés par leur épopée héroïque historique ; que la perte de l'empire dût activer dans les couches profondes de l'âme du peuple, un complexe du père, cela c'est une autre question.

Europe de régions

Peut-être comprenons-nous mieux le phénomène de cette guerre, qui surpasse sa propre tradition comme insensée et étrangère, si nous l'observons à partir d'une perspective d'avenir. Cent ans ne sont pas écoulés depuis, que le visage de l'Europe et du monde s'est complètement modifié. La puissance politique classique, sous le *modus* de son outrance erratique et infernale par le *Reich* allemand et deux guerres mondiales, a disparu du répertoire de la politique européenne ; et de plus, nous sommes tous entrés dans l'époque de l'économie, après qu'elle s'était déjà annoncé à l'époque de l'empire, par sa politique sociale et certes, sa circonspection pour le bien-être de ses sujets, mais tout en s'améliorant constamment même pour les classes inférieures et cela signifiait donc aussi l'exigence de prospérité et de bien-être^e que nous partageons désormais en Europe. Les USA et la Chine ont repris le rôle qui avait été réservé jusqu'en 1914 aux cinq grandes puissances européennes : tous deux pensent en grands projets territoriaux globaux, et activent ce qu'on caractérisait, dans les années 1850 en Europe, une « *real* ou *Machtpolitik* » [politique réaliste ou de puissance, *ndt*]. L'Europe, au lieu de cela, revient à ses anciennes racines enfouies sous le désert de mille ans d'une évolution compliquée et entortillée ; elle redevient lentement une Europe des régions.

Le caractère régional est la racine de l'élément européen. L'État universel, territorial, qui « met en caisse » [*vereinnahmende*] vers l'intérieur et « fait des projets à longue portée » [*ausgreifende*] vers

^d La paix de Brest-Litovsk est annulée lors de la capitulation allemande, par l'armistice signé le 11 novembre 1918, mesure confirmée par le gouvernement soviétique deux jours plus tard. *ndt*

^e Des indices laissent à penser que cela ne durera guère, bien sûr nettement en Grèce, Espagne Italie et déjà en France, mais y compris aussi en Allemagne, avec désormais aussi ses *poor workers*, puisque c'est d'elle qu'il s'agit bien ici. *ndt*

l'extérieur, fut toujours quelque chose d'étranger à l'Europe, un octroi oriental, contre lequel les Grecs se sont défendus 100 ans durant, jusqu'à ce qu'Alexandre le Grand importât, dans sa méditerranée natale, l'idée d'un empire universel, dans le cadre d'une entreprise géniale, aventurière et nonobstant démentielle. De la Grèce, qui devint tout à coup la région-mère des monarchies modernes, — Alexandre Demandt y fait très récemment allusion dans son ouvrage brillant sur Alexandre⁷ —, cette idée passa par Rome, dont l'empire se forma en ne se groupant pas tout autour d'une *région*, mais au contraire, tout autour d'une seule et unique et superbe *ville* (Qui cela étonne-t-il aujourd'hui que c'est là, en Italie et en Allemagne que le régionalisme est particulièrement perceptible ?), pour se perdre ensuite dans le grouillement des grandes invasions. Charles le Grand/Charlemagne, dont se réclament les deux nations-mères de l'Europe post-moderne, la France et l'Allemagne, en tant qu'identité fondatrice, restaure de nouveau l'empire, non pas originellement politique, mais au contraire bien plus comme une unité-souche d'origine. La charge nationale, politique, ne vint que se rajouter après ; depuis que chacun de ses successeurs se crut devoir, à partir de sa nationalité propre, instituer l'Europe en tant qu'État d'ensemble. L'idée archétype de l'Europe — une libre vie ensemble, les uns avec les autres, de « tribus » et avec cela aussi, de régions diverses — est tombée dans l'oubli. Elle fut revendiquée, arrondie, dérobée et de nouveau enlevée^f, 1000 ans durant.

En 1914, le château de cartes du nationalisme européen s'effondra finalement sur lui-même. Avec la première Guerre mondiale, à vrai dire, la chose n'était pas faite ; il y fallut encore des évolutions beaucoup plus épouvantables, tout au long de ce continuum de 1914 à 1945, jusqu'à ce que l'Europe martiale y épuisât enfin ses énergies autodestructrices. Mais en 1914, ce fut la première lueur, la première détonation évidente, que les peuples de l'Europe étaient sommés par le fait qu'ils sont frères, et non pas concurrents et que l'époque de la guerre fratricide touchait à sa fin.

Aussi n'est-ce pas un hasard — comme d'ailleurs principalement rien n'est « fortuit » dans le grand arc du temps que nous avons coutume d'appeler « histoire », — que cette « grande guerre », comme l'appellent toujours et encore Français et Anglais, avec une clairvoyance pathétique, se déroula principalement sur des champs de bataille^g de cette bande des régions qui s'étendent d'Ostende aux Alpes ; entre la Belgique, le plus jeune, et la Suisse, le plus ancien État neutre en Europe du Centre, dont le second devint, après la première Guerre, le Siège de la SDN, tandis que dans le premier, après une seconde Guerre encore bien pire, siégea l'Union Européenne. L'idée européenne — l'éloignement du national, l'atténuation du politique, la cession à l'individu de l'idéal d'unité centrale et d'unité, de la totalité : sur les champs arrosés de sang de la première Guerre mondiale, qui révéla au grand jour toute la barbarie et toute l'absurdité de la guerre dans son aveuglante absence de fioritures, cet idéal entama sa métamorphose en chrysalide, au milieu des peines et des convulsions.

Le rôle double que l'Allemagne y joua ici n'est pas étonnant, mais au contraire, conséquent. Quoique formellement — c'est ce qu'a montré d'une manière impressionnante la recherche des années passées — l'Allemagne n'a ni plus ni moins de culpabilité que les autres participants dans le déclenchement de la guerre (et avait nonobstant elle-même la moindre raison pour cela) ce fut pourtant la « question allemande », celle qui remontait au moyen-âge, voire en effet déjà au temps des Romains, à laquelle dut se décider l'avenir de l'Europe. L'Allemagne prit sur elle le fardeau de la culpabilité historique avec un aveuglement funeste, puéril et en même temps brutal : se laisser aller à cette guerre la plus dépourvue de sens de toutes les guerres, à en faire d'abord ce qu'elle devint : à savoir les « derniers jours de l'humanité » (Karl Kraus). Au point qu'à la fin, se trouve seulement désormais devant ses peuples, sans autre alternative, l'idée d'une Europe sans états, apolitique, l'Europe des *régions*, l'Europe de la *fraternité*, comme seule l'expérience de cette guerre a pu l'imprégner dans les esprits.

La fausse forme dut être brisée avec violence, pour que la bonne forme intérieure, la pure matière, en vint à se déployer ; l'idée archétype mythique de la *Pax Europaea*, de la paix européenne.

Die Drei, n°10/2013.(Traduction Daniel Kmiecik)

^f L'auteur fait ici directement allusion au mythe grec de l'Europe.*ndt*

^g Le recours systématique à l'artillerie pilonnante réduisit de toute manière les villes à l'état de champs de décombres.*ndt*

Konstantin Sakkas M.A. étudia la science juridique, la philosophie et l'histoire à l'Université libre de Berlin et acheva ses études en 2009 avec un travail de magister : *La théorie du social d'Anna Arendt*. Il vit et travail en auteur libre à Berlin : Contact : konstantin.sakkas@google-mail.com

Notes :

- (1) Christian Compte de Krockow : *La décision. Une investigation sur Ernst Jünger, Carl Schmitt, Martin Heidegger* (Thèse 1954, Stuttgart 1958).
- (2) Le traité de Locarno, que Gustave Stresemann et Aristide Briand signèrent en 1935, ne compte pas ici, car l'atmosphère fondamentale de revanche entre les deux nations en resta intact.
- (3) Francis Fukuyama : *La fin de l'histoire. Où nous trouvons-nous ?* Munich 1992. Il se peut qu'on rétorque que l'époque de la Guerre froide était un moment d'extrême charge politique et fut bel et bien politique avec cela ; nonobstant, l'atmosphère fondamentale en Europe occidentale, en particulier depuis l'apparition de la culture pop moderne, dans les années 50 et 60, de décennie en décennie plus impolitique.
- (4) Une anecdote illustre très joliment cela de l'époque impériale. Guillaume II se laissa coiffer par un barbier alsacien, à l'occasion d'une manœuvre. L'empereur fut très satisfait du travail de cet homme et lui dit qu'il pouvait exprimer un vœu. Le coiffeur rétorqua, dans une attitude militaire et comme sous la menace d'un pistolet : « Majesté, rendez-nous l'Alsace-Lorraine ! »
- (5) Sébastien Haffner : *Remarques au sujet d'Hitler*, Francfort sur le Main 1978.
- (6) Fritz Fischer : *Revendication à la puissance mondiale. L'objectif politique de guerre de l'Allemagne impériale 1917/1918*, Düsseldorf 1961, 2009.
- (7) Alexander Demandt : *Alexandre le Grand*, Munich 1913.